

Une rentrée en... fanfare !

Trois mois à peine après sa nomination rue de Grenelle, le ministre entend imprimer sa vision sur cette nouvelle année scolaire. Un passé récent qu'il souhaite rapidement enterrer, puisque les principales « réformes » de la refondation figurent parmi les cibles du « pragmatisme » revendiqué par Jean-Michel Blanquer. C'est la semaine Peillon/Hamon, dans un calendrier invraisemblable, qui est par un décret, abandonnée par un nombre conséquent des écoles du département. A noter que ce sont pour une large part des écoles du milieu rural. Il est fort probable, vu les restrictions budgétaires des dotations de l'état et le plan social sur les contrats aidés, qu'à la prochaine rentrée, une large majorité des communes revienne aux 4 jours ! Le plus grave dans cette restauration de la semaine de 4 jours, nous semble être l'abandon de toute réflexion d'ensemble sur les rythmes scolaires.

C'est aussi, en cette rentrée, le retour aux classes bilangues et des langues anciennes pour renforcer la mixité sociale. Soit, mais sur cette réforme des collèges, l'autonomie des établissements est totalement confirmée et surtout celle des chefs d'établissements.

Il est toutefois une mesure très médiatisée qui nous donne raison : les CP de REP+ à 12 élèves confortent notre revendication d'une baisse drastique des effectifs, comme levier de la réussite des élèves. Seulement, toute la limite de l'exercice actuel réside dans son périmètre très réduit, le REP+ et, l'an prochain le REP, car la difficulté scolaire est présente sur l'ensemble des territoires. Et les expérimentations avancées (Star aux Etats-Unis par exemple) concernaient un public plus large et sur une durée de 4 années. Enfin, ce dédoublement pourrait présenter une dégradation des conditions d'apprentissage pour des centaines de milliers d'élèves des autres classes, confrontés à la hausse des effectifs moyens par classe et aux conséquences du démantèlement programmé du dispositif « plus de maîtres que de classes ».

Un point particulier nous interroge : le ministre met en avant les neurosciences comme un moyen de comprendre les difficultés de l'apprentissage, d'inhiber des comportements violents et d'optimiser la réussite scolaire. Ce faisant, il fait l'impasse sur les facteurs exogènes de l'échec scolaire : l'enfant est un produit de son milieu. On comprend tout l'intérêt politique de cette approche qui consiste à occulter les problématiques sociales, à renforcer l'individualisme...

Enfin, nous nous insurgeons contre le vaste plan social des contrats aidés. Leur suppression fragilise gravement l'école et la qualité de la scolarisation de nombreux élèves. Ces suppressions sont également un immense mépris envers nos collègues AVS, ADE... rémunérés sous les seuils de pauvreté, qui réclament un vrai statut et un salaire décent. Elles impacteront l'environnement des élèves par les retraits dans les collectivités territoriales qui prennent en charge de nombreux services : transport, cantines, surveillance, entretien... De même, les associations qui interviennent dans le péri-scolaire, la culture, le sport...

Selon la même logique, le gouvernement prévoit dans la fonction publique 120 000 suppressions de postes ; le gel des salaires ; l'augmentation de la CSG sans un gain salarial ; la réintroduction de la journée de carence et le gel potentiel du PPCR...

Le ministre dit vouloir une « école de la confiance ». Or il n'y a pas de confiance, il n'y a que des preuves de confiance. Et les premières mesures prises en cette rentrée ne vont pas dans ce sens.